Vu l'avis du comité technique ministériel du ministère de la culture et de la communication en date du xx xxxxxx 2013 ;

Le Conseil d'État (section de l'administration) entendu,

Décète :

Chapitre I^{er} : Dispositions générales

Article 1^{er}

Le corps des [*assistants d'études documentaires*] du ministère de la culture, classé dans la catégorie B prévue à l'article 29 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée, est régi par les dispositions du décret du 11 novembre 2009 susvisé et par celles du présent décret.

Article 2

Le corps des [*assistants d'études documentaires*] du ministère de la culture comporte les trois grades suivants :

- 1° [*assistants d'études documentaires*] de classe normale ;
- 2° [*assistants d'études documentaires*] de classe supérieure ;
- 3° [*assistants d'études documentaires*] de classe exceptionnelle .

Ces grades sont respectivement assimilés aux premier, deuxième et troisième grade mentionnés par le décret du 11 novembre 2009 susvisé.

Article 3

Les [*assistants d'études documentaires*] du ministère de la culture sont recrutés, nommés et gérés par le ministre chargé de la culture.

Article 4

Les [*assistants d'études documentaires*] du ministère de la culture exercent leurs missions dans les services du ministère chargé de la culture ainsi que dans les établissements publics en relevant et, dans les conditions prévues par l'article L212-9 du code du patrimoine, dans les services départementaux d'archives.

Article 5

Les [*assistants d'études documentaires*] exercent des missions de documentation. A ce titre, ils participent à la recherche, à l'élaboration, au classement, à la gestion, à l'exploitation et à la diffusion de tous supports d'information relatifs aux biens et activités culturelles.

Dans les secteurs des archives, des musées et du patrimoine, ils participent aux missions de régie d'œuvre, de traitement des archives, d'inventaire, de recensement, aux fins de protection, de conservation, d'enrichissement et de mise en valeur des collections ainsi que du patrimoine monumental et archéologique.

Ils contribuent à l'information du public sur les données relatives à ces biens et activités.

Dans les établissements d'enseignement dépendant du ministre chargé de la culture, ils contribuent à l'exercice des missions pédagogiques.

Les [assistants d'études documentaires] de classe supérieure et les [assistants d'études documentaires] de classe exceptionnelle ont vocation à occuper les emplois qui, relevant des domaines d'activité mentionnés aux alinéas précédents, correspondent à un niveau d'expertise acquis par l'expérience professionnelle, la formation initiale ou la formation professionnelle tout au long de la vie. Ils peuvent également être investis de responsabilités particulières de coordination d'une ou plusieurs équipes.

Chapitre II : Recrutement

Article 6

I.- Les [assistants d'études documentaires] de classe normale du ministère de la culture sont recrutés :

1° Par voie de concours externe sur épreuves :

Ce concours est ouvert aux candidats titulaires d'un baccalauréat ou d'un titre ou d'un diplôme classé au moins au niveau IV, ou d'une qualification reconnue comme équivalente à l'un de ces titres ou diplômes dans les conditions fixées par le décret du 13 février 2007 susvisé.

2° Par voie de concours interne sur épreuves :

Ce concours est ouvert aux fonctionnaires et agents de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics qui en dépendent, y compris ceux mentionnés à l'article 2 de la loi n°86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, aux militaires ainsi qu'aux agents en fonctions dans une organisation internationale intergouvernementale à la date de clôture des inscriptions comptant au moins quatre ans de services publics au 1er janvier de l'année au titre de laquelle le concours est organisé. Ce concours est également ouvert aux candidats justifiant de quatre ans de services auprès d'une administration, un organisme ou un établissement mentionnés au troisième alinéa du 2° de l'article 19 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée, dans les conditions fixées par cet alinéa.

3° Par la voie de la promotion interne après inscription sur une liste d'aptitude établie après avis de la commission administrative paritaire.

Peuvent être inscrits sur la liste d'aptitude les fonctionnaires appartenant à un corps de catégorie C relevant du ministère chargé de la culture ou affectés dans ce ministère ou dans ses établissements publics et justifiant d'au moins neuf années de services publics.

II.- Les dispositions des articles 5 et 8 du décret du 11 novembre 2009 susvisé sont applicables aux concours mentionnés aux 1° et 2° du I du présent article.

Article 7

Le nombre de places offertes au concours mentionné au 1° du I de l'article 6 ou au concours mentionné au 2° du I du même article ne peut être inférieur à 40 % du nombre total des places offertes à ces deux concours.

Les places qui n'ont pas été pourvues au titre de l'un des concours mentionnés aux 1° et 2° du I de l'article 6 peuvent être reportées sur l'autre concours. Ce report ne peut avoir pour conséquence que le nombre des emplois offerts à l'un des concours soit supérieur aux trois quarts du nombre total de places offertes aux concours.

Article 8

Le nombre maximal de nominations susceptibles d'être prononcées au titre du 3° du I de l'article 6 ne peut excéder deux cinquièmes du nombre des nominations prononcées en application des 1° et 2° du I de l'article 6 du présent décret, des détachements de longue durée et des intégrations directes.

Article 9

Les candidats reçus au concours mentionné au 1° du I de l'article 6 ou au concours mentionné au 2° du I du même article sont nommés et titularisés selon les modalités prévues aux I, III, IV et V de l'article 11 du décret du 11 novembre 2009 susvisé.

Article 10

Les personnels recrutés en application du 3° du I de l'article 6 sont titularisés conformément aux dispositions de l'article 12 du décret du 11 novembre 2009 susvisé.

Chapitre III : Classement

Article 11

Les [assistants d'études documentaires] du ministère de la culture recrutés en application de l'article 6 du présent décret sont classés conformément aux dispositions des articles 13 à 20 et 23 du décret du 11 novembre 2009 susvisé.

Chapitre IV : Avancement

Article 12

La durée moyenne du temps passé dans chacun des échelons des grades du corps des [assistants d'études documentaires] du ministère de la culture est fixé conformément aux dispositions de l'article 24 du décret du 11 novembre 2009 susvisé.

Article 13

Les conditions d'accès aux grades d'[assistants d'études documentaires] de classe supérieure et d'[assistants d'études documentaires] de classe exceptionnelle sont fixées conformément à l'article 25 du décret du 11 novembre 2009 susvisé.

Article 14

Le nombre maximum de fonctionnaires appartenant au corps des [assistants d'études documentaires] du ministère de la culture pouvant être promus chaque année à l'un des grades d'avancement de ce corps est déterminé conformément aux dispositions du I de l'article 27 du décret du 11 novembre 2009 susvisé.

Chapitre IV : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 15

I.- Les fonctionnaires civils appartenant à un corps ou cadre d'emplois classé dans la catégorie B ou de niveau équivalent peuvent être détachés, puis, le cas échéant, intégrés, ou directement intégrés dans le corps des [assistants d'études documentaires] du ministère de la culture conformément aux dispositions des articles 28 à 30 du décret du 11 novembre 2009 susvisé.

L'intégration directe ou l'intégration à l'issue d'un détachement est prononcée par arrêté du ministre chargé de la culture.

II.- Pendant leur détachement, les fonctionnaires détachés concourent, pour l'avancement de grade et d'échelon, avec les fonctionnaires du corps des [assistants d'études documentaires] du ministère de la culture.

III.- Les services accomplis dans le corps, cadre d'emplois ou emploi d'origine sont assimilés à des services accomplis dans le corps des [assistants d'études documentaires] du ministère de la culture.

Chapitre V : DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 16

I. - A la date d'entrée en vigueur du présent décret, les secrétaires de documentation, régis par le décret n° 95-1143 du 25 octobre 1995 portant statut particulier du corps des secrétaires de documentation de la culture et de l'architecture, sont intégrés et reclassés dans le corps des [assistants d'études documentaires] du ministère de la culture régi par le présent décret conformément au tableau de correspondance suivant :

GRADE D'ORIGINE	GRADE D'INTÉGRATION	ANCIENNETÉ D'ÉCHELON CONSERVÉE dans la limite de la durée d'échelon d'accueil
Secrétaires de documentation de classe exceptionnelle	[Assistants d'études documentaires] de classe exceptionnelle	
7 ^e échelon	9 ^e échelon	Ancienneté acquise
6 ^e échelon	8 ^e échelon	1/4 de l'ancienneté acquise, majoré de deux ans
5 ^e échelon		

Document de travail – projet

- à partir d'un an	8 ^e échelon	Ancienneté acquise au-delà d'un an
- avant un an	7 ^e échelon	Ancienneté acquise majorée de deux ans
4 ^e échelon		
- à partir d'un an	7 ^e échelon	Ancienneté acquise au-delà d'un an
- avant un an	6 ^e échelon	Ancienneté acquise majorée d'un an
3 ^e échelon	6 ^e échelon	2/5 de l'ancienneté acquise
2 ^e échelon		
- à partir d'un an	5 ^e échelon	4/3 de l'ancienneté acquise au-delà d'un an
- avant un an	4 ^e échelon	Deux fois l'ancienneté acquise
1 ^{er} échelon	3 ^e échelon	Ancienneté acquise
Secrétaires de documentation de classe supérieure	[Assistants d'études documentaires] de classe supérieure	
8 ^e échelon	12 ^e échelon	Ancienneté acquise majorée de deux ans
7 ^e échelon		
- à partir de deux ans	12 ^e échelon	Ancienneté acquise au-delà de deux ans
- avant deux ans	11 ^e échelon	Ancienneté acquise majorée de deux ans
6 ^e échelon		
- à partir d'un an six mois	11 ^e échelon	4/3 de l'ancienneté acquise au-delà d'un an et six mois
- avant un an six mois	10 ^e échelon	4/3 de l'ancienneté acquise, majorés d'un an
5 ^e échelon		
- à partir de deux ans	10 ^e échelon	Ancienneté acquise au-delà de deux ans
- avant deux ans	9 ^e échelon	Ancienneté acquise majorée d'un an
4 ^e échelon		
- à partir d'un an six mois	9 ^e échelon	Ancienneté acquise au-delà d'un an et six mois
- avant un an six mois	8 ^e échelon	4/3 de l'ancienneté acquise, majorés d'un an
3 ^e échelon		
- à partir d'un an	8 ^e échelon	Ancienneté acquise au-delà d'un an
- avant un an	7 ^e échelon	Deux fois l'ancienneté acquise, majorée d'un an
2 ^e échelon		
- à partir d'un an	7 ^e échelon	Ancienneté acquise au-delà d'un an
- avant un an	6 ^e échelon	3/2 de l'ancienneté acquise, majorée

		d'un an et six mois
1 ^{er} échelon	6 ^e échelon	Ancienneté acquise
Secrétaires de documentation de classe normale	[<i>Assistants d'études documentaires</i>] de classe normale	
13 ^e échelon	12 ^e échelon	Ancienneté acquise
12 ^e échelon	11 ^e échelon	Ancienneté acquise
11 ^e échelon	10 ^e échelon	Ancienneté acquise
10 ^e échelon	9 ^e échelon	Ancienneté acquise
9 ^e échelon	8 ^e échelon	Ancienneté acquise
8 ^e échelon	7 ^e échelon	Ancienneté acquise
7 ^e échelon	7 ^e échelon	Sans ancienneté
6 ^e échelon		
- à partir de six mois	6 ^e échelon	4/3 de l'ancienneté acquise, majorée d'un an au-delà de six mois
- avant six mois	6 ^e échelon	Deux fois l'ancienneté acquise
5 ^e échelon	5 ^e échelon	4/3 de l'ancienneté acquise, majorés d'un an
4 ^e échelon		
- à partir d'un an	5 ^e échelon	Deux fois l'ancienneté acquise au-delà d'un an
- avant un an	4 ^e échelon	3/2 de l'ancienneté acquise, majorés de six mois
3 ^e échelon		
- à partir d'un an	4 ^e échelon	Ancienneté acquise au delà d'un an
- avant un an	3 ^e échelon	Deux fois l'ancienneté acquise
2 ^e échelon	2 ^e échelon	4/3 de l'ancienneté acquise
1 ^{er} échelon	1 ^{er} échelon	Ancienneté acquise

II. - Les intéressés conservent les réductions et majorations d'ancienneté accordées et non utilisées pour un avancement d'échelon dans leur ancien corps.

III. - Les services accomplis dans le corps des secrétaires de documentation régi par le décret n° 95-1143 du 25 octobre 1995 susmentionné ainsi que dans les grades de ce corps sont assimilés à des services accomplis dans le corps des [*assistants d'études documentaires*] du ministère de la culture régi par le présent décret.

Article 17

I. - A la date d'entrée en vigueur du présent décret, les fonctionnaires détachés dans le corps des secrétaires de documentation régi par le décret du 25 octobre 1995 portant statut particulier du corps des secrétaires de documentation de la culture et de l'architecture sont placés, pour la

durée de leur détachement restant à courir, en position de détachement dans le corps des [assistants d'études documentaires] du ministère de la culture régi par le présent décret.

Ils sont classés dans ce corps conformément aux dispositions de l'article 16 du présent décret.

II. - Les intéressés conservent les réductions et majorations d'ancienneté accordées et non utilisées pour un avancement d'échelon dans leur ancien corps.

III. - Les services accomplis en position de détachement dans le corps des secrétaires de documentation régi par le décret du 25 octobre 1995 susmentionné sont assimilés à des services accomplis en position de détachement dans le corps des [assistants d'études documentaires] du ministère de la culture régi par le présent décret.

Article 18

Les stagiaires relevant du corps des secrétaires de documentation régis par le décret n° 95-1143 du 25 octobre 1995 portant statut particulier du corps des secrétaires de documentation de la culture et de l'architecture poursuivent leur stage dans le corps des [assistants d'études documentaires] du ministère de la culture régi par le présent décret.

Article 19

I. - Les concours d'accès aux corps des secrétaires de documentation régis par le décret n° 95-1143 du 25 octobre 1995 portant statut particulier du corps des secrétaires de documentation de la culture et de l'architecture dont l'arrêté d'ouverture a été publié avant la date d'entrée en vigueur du présent décret se poursuivent jusqu'à leur terme.

II. - Les listes complémentaires établies par les jurys des concours mentionnés au I peuvent être utilisées afin de pourvoir des emplois vacants relevant du grade [assistants d'études documentaires] de classe normale.

Article 20

Les fonctionnaires inscrits sur la liste d'aptitude établie au titre de l'année 2013 avant la date d'entrée en vigueur du présent décret pour l'accès au corps des secrétaires de documentation régi par le décret n° 95-1143 du 25 octobre 1995 portant statut particulier du corps des secrétaires de documentation de la culture et de l'architecture, et dont la nomination n'a pas été prononcée à cette même date, peuvent être nommés dans le grade d'[assistants d'études documentaires] de classe normale régi par le présent décret.

Article 21

Les agents contractuels recrutés en vertu de l'article 27 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée et qui ont vocation à être titularisés dans le grade de secrétaire de documentation de classe normale régi par le décret n° 95-1143 du 25 octobre 1995 portant statut particulier du corps des secrétaires de documentation de la culture et de l'architecture sont maintenus en fonctions et ont vocation à être titularisés dans le grade d'[assistants d'études documentaires] de classe normale régi par le présent décret.

Article 22

I. - Les tableaux d'avancement établis au titre de l'année 2013 pour l'accès aux grades de secrétaire de documentation de classe supérieure et de classe exceptionnelle du corps des secrétaires de documentation régi par le décret n° 95-1143 du 25 octobre 1995 portant statut particulier du corps des secrétaires de documentation de la culture et de l'architecture demeurent valables jusqu'au 31 décembre 2013.

II. - Les secrétaires de documentation de classe normale et les secrétaire de documentation de classe supérieure promus en application du I postérieurement à la date d'entrée en vigueur du présent décret sont classés dans les grades d'[*assistants d'études documentaires*] de classe supérieure ou d'[*assistants d'études documentaires*] de classe exceptionnelle régis par le présent décret, en tenant compte de la situation qui aurait été la leur s'ils n'avaient cessé d'appartenir à leur ancien corps jusqu'à la date de leur promotion, puis promus dans le grade de secrétaire de documentation de classe supérieure ou de secrétaire de documentation de classe exceptionnelle du corps des secrétaires de documentation en application du décret n° 95-1143 du 25 octobre 1995 portant statut particulier du corps des secrétaires de documentation de la culture et de l'architecture, et enfin reclassés à la date de leur promotion conformément aux dispositions de l'article 20 du présent décret dans le corps des [*assistants d'études documentaires*] du ministère de la culture.

Article 23

Le mandat des membres de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des secrétaires de documentation est maintenu jusqu'à son renouvellement.

Article 24

I. - A l'annexe I du décret du 18 novembre 1994 susvisé les mots : « Secrétaires de documentation au ministère de la culture. » sont supprimés.

II. – La mention « [*Assistants d'études documentaires*] du ministère de la culture » est inscrite en annexe du décret du 11 novembre 2009 susvisé.

III. - Le décret n° 95-1143 du 25 octobre 1995 portant statut particulier du corps des secrétaires de documentation de la culture et de l'architecture est abrogé.

Article 25

Les dispositions du présent décret entrent en vigueur le xxxxxxxx.

Article 26

Le ministre de l'économie et des finances, la ministre de la culture et de la communication, la ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique et le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le

Document de travail – projet

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'économie et des finances,

Pierre MOSCOVICI

La ministre de la culture et de la communication,

Aurélie FILIPPETTI

La ministre de la réforme de l'Etat,
de la décentralisation et de la fonction publique,

Marylise LEBRANCHU

Le ministre délégué auprès du ministre de
l'économie et des finances, chargé du budget,

Jérôme CAHUZAC